Mobilisation massive du 5 novembre : les travailleurs demandent plus que jamais des réponses

LES ARTICLES DE L'INFO MILITANTE Publié vendredi 6 novembre 2026 par Ariane Dupré, L'inFO militante



Une mobilisation massive ce 5 novembre. A l'appel des huit organisations syndicales, dont FO, la journée interprofessionnelle de grève et de manifestations a réuni quelque 1,5 million de manifestants sur le territoire dont 350 000 à Paris. Dans le cortège parisien, au premier rang des revendications les militants FO ont placé la hausse des salaires, soulignant la gravité du recul du pouvoir d'achat et de l'appauvrissement des travailleurs, actifs et retraités.



Mobilisation interprofessionnelle réussie ce 5 novembre sur l'ensemble du territoire avec plus de 200 cortèges rassemblant 1,5 million de manifestants, dont 350 000 à Paris (de République à Nation). Une journée nationale d'actions à l'appel des huit organisations syndicales, dont FO, pour défendre, entre autres, les revendications sur l'emploi, les salaires, les services publics, l'industrie.

Alors que le pouvoir d'achat des salariés, du privé comme du public, ainsi que celui des retraités, ne cesse d'être grignoté avec l'inflation, la colère sociale est bien là.

Si l'exécutif a laissé entendre qu'il pourrait anticiper la revalorisation automatique du Smic avant le mois de janvier, *« Il faut un vrai coup de pouce au Smic. Nous demandons un Smic à 80% hauteur du salaire médian, soit 2000 euros. Il faut aussi une négociation flash dans toutes les branches pour augmenter l'ensemble des salaires. Les organisations professionnelles ont aussi leur rôle à jouer »* a souligné Frédéric Souillot, secrétaire général de FO, présent dans le carré de tête du cortège parisien.

La confédération demande également le dégel du point d'indice dans la Fonction publique (point qui constitue la base de calcul des salaires/traitements des 5,8 millions d'agents). Et pour cause : ce point est bloqué pour la quatrième année consécutive. La perte de pouvoir d'achat frise les 30% pour les agents publics depuis 2000.

Une conférence sociale ce lundi 9 novembre



L'appel intersyndical est déjà suivi d'effets. Au terme de cette journée nationale de très forte mobilisation, le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a annoncé le soir même la tenue d'une conférence sociale avec les organisations syndicales et patronales, dès ce lundi 9 novembre sur la question des salaires et du pouvoir d'achat.

« La seule chose qui arrêtera la mobilisation c'est la réponse aux revendications portées depuis plusieurs semaines par les salariés, les fonctionnaires, les jeunes et les retraités » a déclaré l'intersyndicale réunie à l'issue de la journée de mobilisation. Les huit organisations annoncent qu'elles décideront des suites à donner à la mobilisation du 5 novembre à l'issue de cette conférence sociale.

Les salariés n'arrivent plus à s'en sortir

Dans les cortèges FO, cette urgence concernant les salaires était sur toutes les lèvres. Exemples. Délégué syndical FO chez C&A, Maria Rodrigues en témoignait : *« Il faut que les salaires augmentent, les salariés ne s'en sortent plus. Chez C&A, on a eu des augmentations très insuffisantes. Aujourd'hui, nous en sommes à demander que le travail le dimanche soit équitablement réparti entre les salariés tellement il y a de demandes pour travailler ce jour majoré (payé double, Ndlr). C'est triste de voir ça. Si les salariés gagnaient bien leur vie, ils n'iraient pas travailler le dimanche ! »*

L'inFO militante

L'article que vous êtes en train de lire est tiré de la revue « L'inFO militante », le bimensuel de la confédération Générale du Travail Force Ouvrière.
Consulter les articles

Même écho dans d'autres secteurs. Délégué syndicale FO chez Biogroup Paris-Est, Sabrina est venue manifester avec plusieurs camarades. Elle envisage une grève dans son entreprise pour obtenir des augmentations salariales : *« On nous a proposé seulement 0,5 % cette année. C'est ridiculement bas, d'autant que les salaires ont été bloqués*

pendant des années. Chez nous, il y a 80 % de femmes. Celles qui élèvent seules leurs enfants n'arrivent plus à s'en sortir ».

A la Sécurité sociale, où se négocient actuellement les augmentations salariales, les délégués FO sont également très remontés. *« Il faut une augmentation des salaires. Chez nous, la valeur du point est gelée depuis des années. La grille de salaires à la Sécurité sociale est vraiment basse. On a des techniciens qui ne s'en sortent pas financièrement »* témoignait Julien Fallet, élu FO à la CPAM de l'Essonne (91).

Dans le secteur de la propreté, les salaires conventionnels ont été revalorisés de seulement 1,2 % pour 2027. *« Ce sont des miettes. Ce n'est pas du tout assez face à l'inflation »* pestait Najib Mouchtahi, délégué FO propreté Ile-de-France. Le militant, salarié à temps complet, estime avoir personnellement de la chance. Il rappelle que nombre de travailleurs de ce secteur sont employés sur des contrats à temps partiel, imposés, et sont ainsi contraints de cumuler plusieurs emplois pour pouvoir joindre les deux bouts. *« Ils gagnent en moyenne 600 euros par mois. On ne peut s'en sortir avec ça »*.

« Tout augmente, sauf nos salaires »

La flambée des prix des carburants et de l'électricité depuis ces derniers mois n'ont fait qu'exacerber les difficultés des travailleurs. Ce qu'ils ont particulièrement évoqués au fil des cortèges. *« C'est simple. Tout augmente, mais pas nos salaires. On perd de l'argent »* résumait Giovanna Chanmala, délégué syndicale FO chez ASAD, association parisienne spécialisée dans les soins à domicile. En juillet, les salaires de la branche à domicile ont bien augmenté de onze points, soit de 36 euros net par mois. *« Mais ça reste très insuffisant face au coût de la vie »* explique la militante. Giovanna tient ainsi à souligner les faibles rémunérations dans cette association (1600 net pour une aide-soignante débutante, 1800 euros par mois pour une infirmière en début de carrière). *« L'urgence, c'est d'avoir un salaire permettant de vivre. Et cela d'autant plus que les prix à Paris sont exorbitants »* soulignait la militante.

Des moyens pour les services publics

Participant, nombreux, aux manifestations, dont à Paris, les agents publics et militants FO de tous les secteurs, ont eux particulièrement revendiqué des moyens et des effectifs supplémentaires, pour assurer correctement les missions et pouvoir assurer toujours un service de qualité aux usagers. Or, *« on manque de personnel de façon récurrente. En psychiatrie, il manque deux infirmières. En gériatrie, on a une infirmière pour 50 patients. Ce n'est plus supportable ! »* s'agaçait par exemple dans le cortège parisien Laure Guilbaud, délégué FO à l'hôpital Robert-Debré. La militante, venue avec ses camarades de l'AP-HP, dénonçait les économies constantes demandées aux hôpitaux. Cela ne permettant pas de détenir des moyens à la hauteur des besoins. Les personnels de l'Education nationale étaient aussi très présents dans les cortèges. A Paris comme ailleurs, les enseignants notamment dénonçaient le manque de moyens et de personnels dans les écoles : *« Il manque plein d'AESH. Le rectorat nous dit qu'il n'y a plus d'argent pour en recruter. Mais nous, on fait comment pour répondre à l'inclusion des enfants porteurs de handicap ? »*, interrogeaient Chrystèle et Maud, militantes FO et enseignantes dans une école primaire de Villejuif.

ARIANE DUPRÉ
Journaliste à *L'inFO militante*

L'INFO MILITANTE
Le bimensuel de la Confédération

Partager cet article :